



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 10 octobre 2022

Nombre de conseillers en exercice : 33

Extrait de la délibération affiché le **13 octobre 2022**.

L'an deux mille vingt-deux, le **dix octobre à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 4 octobre 2022, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle La Minot à la Maison de l'Enfance et de la Famille, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Étaient présents : 30

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Christel **BOUBERT** (présente à partir de la communication n° COM4 / D.120), Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Patrick **DENISE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE** (présent à partir de la communication n° COM4 / D.120), Isabelle **NOTHEAUX**, Edith **LEROUX**, Isabelle **CREVEL**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Luc **HEBERT**, Aurélien **LECACHEUR**, Aline **MARECHAL**, Catherine **OMONT**, Aliké **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Sandrine **VEERAYEN**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**, Agnès **MONTRICHARD**, Virginie **LAMBERT** (présente à partir de la délibération n° VOEU2 / D.121), Nicole **LANGLOIS**, Arnaud **LECLERRE**.

Excusés ayant donné pouvoir : 3

Éric **LE FEVRE** donne pouvoir à Jérôme DUBOST

Nicolas **BERTIN** donne pouvoir à Aurélien LECACHEUR

Jean-Pierre **LAURENT** donne pouvoir à Nicolas SAJOUS

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 10 octobre 2022

2022.10/VOEU2/121

CONSEIL MUNICIPAL – VŒU – TARIFS DU GAZ ET DE L'ÉLECTRICITÉ

M. Aurélien LECACHEUR, Conseiller Municipal – A ce jour, aucune collectivité locale ne peut plus bénéficier du TRV (tarif réglementé de vente) en ce qui concerne leurs achats de gaz et d'électricité. Ces collectivités locales s'approvisionnent donc en mettant en concurrence les offres de marché et ne bénéficient pas du bouclier tarifaire sur l'énergie mis en place à l'automne 2021 pour les particuliers notamment.

Or, depuis le début de l'année et la guerre menée par la Russie en Ukraine, le marché européen de l'énergie « semble incontrôlable », les tarifs « explosent » dans des proportions qui ne sont pas supportables et qui risquent de mettre dans d'importantes difficultés les collectivités locales. C'est le cas de la Ville de Montivilliers et de son CCAS dans des proportions très difficilement surmontables sans action régulatrice du Gouvernement.

L'augmentation des coûts de l'énergie, ajoutée à l'inflation générale déjà forte, risque de fragiliser le service public municipal. Le Maire de Montivilliers et l'ensemble des adjoints et conseillers municipaux sont pleinement mobilisés, avec sérieux et ambition, pour éviter un tel scénario.

Le Gouvernement a le devoir d'agir car les appels à la responsabilité des fournisseurs d'énergie faits par la Première ministre ne semblent malheureusement pas, à ce jour, avoir trouvé d'écho.

Aussi pour faire face à cette situation, nous formulons le vœu que l'Etat, au moins ponctuellement, puisse apporter une solution d'urgence pour permettre aux collectivités de passer dans les meilleures conditions cette période instable et complexe en ce qui concerne la passation des marchés de gaz et d'électricité.

Les élus communautaires « Le Havre Seine Métropole » réunis en séance plénière le jeudi 29 septembre 2022 ont adopté unanimement un vœu dans ce sens qu'ils ont adressé à Madame la Première ministre.

Depuis et par-delà les opinions politiques, des Maires de la Seine-Maritime comme de tout le pays tirent la sonnette d'alarme sur la gravité de la situation sous des formes diverses : rassemblements devant les Préfectures, appels sur les réseaux sociaux, banderoles déployées, tribunes...

Le 30 septembre, 8 associations d'élus, dont l'Association des Maires de France et l'Association des Petites Villes de France ainsi que l'Union Nationale des CCAS auxquelles Montivilliers adhère ont adressé également un courrier à Madame la Première ministre demandant la création **d'un bouclier énergétique d'urgence** plafonnant le prix d'achat d'électricité des collectivités ainsi qu'un mécanisme d'avance remboursable pour faire face ponctuellement et de permettre à terme aux collectivités qui le souhaite de revenir au TRV.

Le Conseil municipal de Montivilliers, réuni le 10 octobre 2022, s'associe à l'ensemble de ces démarches pour demander cette intervention d'urgence et régulatrice du Gouvernement et s'adresse à cette fin à Madame la Première ministre, copie à Monsieur le Préfet de Seine-Maritime.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 33

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Envoyé en préfecture le 14/10/2022

Reçu en préfecture le 14/10/2022

Publié le

The logo for the 'SLO' (Service Local d'Orientation) is displayed in blue capital letters with a stylized graphic element to the right.

ID : 076-217604479-20221010-M_DE221010_121-DE